

Initiatives et Défis des Microcrédits Agricoles dans la Région de Boga de 2019 à 2025

Agricultural Microcredit Initiatives and Challenges in the Boga Region (2019–2025)

NGOMA Héritier

Enseignant chercheur

UNIVERSITE DE CEPROMAD DE BUNIA

INSTITUT SUPERIEUR DE COMMERCE DE BUNIA

République Démocratique du Congo

PACHU Blaise

MAstérant

UNIVERSITE DE CEPROMAD DE BUNIA

INSTITUT SUPERIEUR DE COMMERCE DE BUNIA

République Démocratique du Congo

Date de soumission : 02/02/2026

Date d'acceptation : 19/03/2026

Pour citer cet article :

NGOMA H & PACHU B. (2026) « Initiatives et Défis des Microcrédits Agricoles dans la Région de Boga de 2019 à 2025 », Revue du contrôle, de la comptabilité et de l'audit « Volume 10 : numéro 1 » pp : 66- 84.

Résumé

Cet article vise à analyser de manière approfondie les initiatives de microcrédits agricoles dans la région de Boga, en République Démocratique du Congo, en mettant en évidence leur contribution au développement agricole local ainsi que les contraintes qui en limitent l'efficacité. Les microcrédits agricoles apparaissent aujourd'hui comme un levier stratégique d'inclusion financière, offrant aux petits exploitants la possibilité d'accéder à des ressources indispensables pour l'acquisition d'intrants modernes, l'amélioration des techniques culturales et l'augmentation de la productivité.

Toutefois, malgré leur potentiel transformateur, ces dispositifs se heurtent à plusieurs défis majeurs. Parmi ceux-ci figurent notamment le déficit d'information financière, la faiblesse de l'accompagnement technique, la perception de taux d'intérêt jugés élevés par les bénéficiaires, ainsi que l'instabilité socio-économique qui fragilise la capacité de remboursement des agriculteurs.

La méthodologie adoptée repose sur une approche descriptive et analytique, combinant l'examen des données disponibles et l'analyse contextuelle des mécanismes de financement agricole.

En conclusion, l'étude formule des recommandations visant à renforcer l'accessibilité, la transparence et l'efficacité des systèmes de microcrédit agricole, afin d'optimiser leur impact sur la productivité, la résilience économique des ménages ruraux et le développement durable du secteur agricole.

Mots clés : Microcrédit, agriculture, développement rural, Boga, République Démocratique du Congo.

Abstract

This article seeks to deliver a comprehensive analysis of agricultural microcredit initiatives in the Boga region of the Democratic Republic of the Congo, emphasizing both their contribution to local agricultural development and the structural constraints that hinder their effectiveness. Agricultural microcredit has progressively established itself as a strategic mechanism for financial inclusion, enabling smallholder farmers to obtain critical resources necessary for the acquisition of modern inputs, the enhancement of farming practices, and the improvement of overall productivity.

Notwithstanding their considerable transformative potential, these schemes continue to encounter significant challenges. Chief among these are limited access to reliable financial information, insufficient technical and institutional support, beneficiaries' perceptions of prohibitively high interest rates, and persistent socio-economic instability, which collectively weaken farmers' repayment capacity and threaten the sustainability of lending programs.

The study adopts a descriptive and analytical methodological framework, integrating the assessment of available data with a contextual examination of agricultural financing mechanisms within the region.

Ultimately, the article advances a set of recommendations aimed at strengthening the accessibility, transparency, and operational efficiency of agricultural microcredit systems, with a view to maximizing their impact on productivity, reinforcing the economic resilience of rural households, and fostering the sustainable development of the agricultural sector.

Keywords Microcredit, agriculture, rural development, Boga, Democratic Republic of the Congo

Introduction

La région de Boga, située dans le territoire d'Irumu, au sein de la chefferie de Bahema-Boga (province de l'Ituri, République Démocratique du Congo), est une zone principalement rurale, dont l'économie repose en grande partie sur l'agriculture de subsistance. Comme dans de nombreuses communautés agricoles d'Afrique subsaharienne, les petits exploitants de cette région sont confrontés à des contraintes financières majeures, limitant leur capacité à investir dans des intrants modernes, du matériel agricole ou des techniques innovantes (FAO, 2020).

Pour répondre à ces défis, les microcrédits agricoles ont été introduits comme mécanisme d'inclusion financière visant à renforcer les capacités productives des agriculteurs.

En fournissant des ressources financières accessibles, ces dispositifs permettent aux producteurs de diversifier leurs cultures, améliorer leurs rendements et augmenter leurs revenus (Ledgerwood, 2013). Par leur nature souple et ciblée, les microcrédits contribuent à réduire la pauvreté rurale, à accroître la sécurité alimentaire et à stimuler le développement local.

Cependant, malgré leur potentiel, plusieurs obstacles persistent : taux d'intérêt élevés, faible alphabétisation financière, instabilité socio-économique et inadéquation entre les montants octroyés et les besoins réels des producteurs. Cette étude se propose d'analyser, à travers une approche descriptive et analytique, l'impact de ces microcrédits dans la région de Boga, d'en identifier les limites, et de formuler des recommandations opérationnelles pour en renforcer l'efficacité.

En effet, dans le tiers monde et en particulier en Afrique plus de 90% des institutions bancaires sont situées en zones urbaines. Le secteur rural même lorsqu'il est intégré dans des zones des projets de développement n'a que de contacts sporadiques avec des circuits monétaires institutionnels (WZEVE J.L.K :2011). De plus, ces contacts sont limités, ponctuels et sectoriels. La situation se caractérise dans l'ensemble par un système des prêts à des producteurs choisis et suivis par des organismes d'encadrement pour la réalisation de tel ou tel autre programme agricole. En effet, le crédit est distribué par des organisations étatiques qui servent des relais entre banque nationale de développement dont la majorité de ces pays se sont dotés, l'exemple de la Banque de Crédit Agricole, BCA en sigle et les paysans.

Actuellement, les bailleurs et/ou partenaires intéressés à ce secteur ont un regard particulier, mais il se pose une question quant à sa réalisation effective dans nos pays d'Afrique.

Dans les années 1960, le programme du développement rural à travers ses différentes formes d'organisations notamment le paysannat, les coopératives agricoles et autres n'avaient pas

permis d'améliorer les conditions socio-économiques des paysans congolais, mais plutôt celles des colons (YUMA A :2010). Cela était imputable à la politique paternaliste, l'absence de participation régionale, sans aucun appui financier substantiel pour la relance du secteur agricole. Mais aujourd'hui, les organismes et/ou programmes de renforcement des services financiers tant internationaux, nationaux que locaux s'intéressent beaucoup sur ce secteur avec un accent particulier sur les stratégies du développement agricole dans notre pays par la création de microfinance, la mobilisation de la petite épargne pour son efficacité et efficience. Les potentiels agricoles importants de la République Démocratique du Congo montrent qu'il est possible de progresser lorsque le secteur primaire, principalement l'agriculture qui est intégrée aux stratégies de développement. Elle doit bénéficier d'un ferme appui politique et du soutien, même fiable des autorités et des donateurs, renchérit Mathias BUABUA WA KAYEMBE (BUBUA WA KAYEMBE M:2008, pge21).

Par ailleurs, l'avènement du système financier moderne par le biais des institutions financières de microcrédits, les organisations caritatives et autres n'ont pas manqué à trouver une place centrale dans les chefs d'exploitant agricole dans la région de Boga au travers les coopératives agricoles et autres.

Ainsi donc, financer les activités de production d'un exploitant par de microcrédits en vue d'arriver une production agricole efficace et efficiente, voilà deux maux qui ne cessent de tourmenter les esprits des exploitants agricoles. Il sied de rappeler que nombre d'exploitation agricole ont du mal à y accéder d'autant plus qu'ils sont isolés, disséminés dans les différents sites de production mais aussi et surtout à cause de l'inattention accordé à ce secteur. C'est ainsi que pour bénéficier de ces microcrédits il faut passer par de structure bien organisée telle que le Ministère Diocésain de Développement Intégral de Boga/Anglican qui mobilise les exploitants agricoles en leur octroyant de microcrédits, de ressources, matérielles et autres (outils aratoires, semences,).

Une telle organisation s'avère nécessaire pour promouvoir le secteur agricole et par ricochet arriver à une croissance économique dans ce pays. Il convient donc que la population soit suffisamment sensibilisée pour que la création de telle initiative se dissémine un peu partout dans le district de l'Ituri afin qu'il ait un potentiel financier concret pour le financement de l'agriculture. Eu égard à ces réalités, les bénéficiaires de ces microcrédits agricoles se sont souvent posés cette question : Quelle est la politique agricole mise en place par l'Etat à terme d'assouplissement de crédits agricoles, d'allocations de ressources financières pour le développement économique et la promotion de l'agriculture ? Soulignons enfin que l'apport

indispensable des institutions de microcrédits dont la participation dans l'activité de la croissance de la production agricole devient une donnée de premier plan pour le développement dudit secteur.

L'analyse du développement du secteur agricole et du développement économique dans notre pays reste une de stratégies pour la relance de notre économie par l'agriculture. La théorie agricole utilise conjointement le concept crédits agricoles et microcrédits agricoles. Les crédits agricoles deviennent alors un système financier grâce auquel l'Etat ou les institutions financières modernes assistent ou mieux participent dans la production agricole par la réhabilitation de routes de dessertes agricoles, infrastructure de stockage, etc. Les microcrédits agricoles par contre sont inhérents aux types d'organisation offerte par de coopératives d'épargne de crédit et/ou mutuelle d'épargne ou organisation caritative, pour que les bénéficiaires, en occurrence, les exploitants agricoles aient accès aux petites ressources financières selon leur capacité financière en vue de réaliser eux-mêmes leurs micro - projets tels que les outils aratoires et tant d'autres.

Eu égard aux multiples problèmes énumérés ci-dessus, une série des questions mérite d'être posées, à savoir :

- Quelles expertises ont-elles développées ?
- Quelle est l'incidence de ces initiatives sur la petite exploitation agricole ?
- Comment les bénéficiaires apprécient-ils ce microcrédit de proximité ?

Telles sont les questions qui guideront nos recherches, bref, elles nous permettront d'appréhender l'impact des microcrédits octroyés aux exploitants agricoles par « le MDDI/Boga ».

En effet, en rapport avec notre problématique, il nous revient provisoirement de dire qu'avec l'avènement de microcrédits agricoles, la production agricole aurait un impact positif sur l'accroissement de la production dans la région de Boga. L'hypothèse générale de notre recherche part de l'affirmation selon laquelle le système d'octroi de microcrédits agricoles permet de financer davantage les activités agricoles et par ricochet d'accroître la production agricole dans la région de Boga. Cette hypothèse est subdivisée en trois :

-Le MDDI au travers son diocèse de Boga développerait une expertise selon laquelle la sensibilisation et/ou vulgarisation par les personnels de la structure non formés suffisamment

car on se rend compte que les paysans éprouvent certaines difficultés pour manier ce nouvel outil de microcrédit en le fructifiant ou en la diversifiant,

-L'implantation de ladite structure dans cette région aurait un résultat probant ou positif sur la production agricole dans la mesure où celle-ci peut répondre aux attentes des exploitants agricoles à terme des difficultés que traversent ce secteur agricole notamment le faible revenu, gestion traditionnelle, changement climatique,

-Les bénéficiaires apprécieraient positivement cette initiative dans leur région, car il ya un changement significatif au niveau social, agricole et par ricochet au niveau de la sécurité alimentaire.

1.1 Objectif

L'objectif principal de notre travail est de vérifier si réellement le système d'octroi de microcrédits agricoles favorise-t-il les paysans à accroître leur production rudimentaire en lieu et place d'un système moderne. Outre l'objectif général, les objectifs spécifiques sont les suivants:

- Etablir les fondements théoriques et doctrinaux qui puissent inspirer une politique de crédit agricole en Ituri et plus précisément dans la région de Boga ;
- Evaluer la gestion des microcrédits reçus par les exploitants agricoles de la région de Boga;
- Montrer aux dirigeants dudit secteur ou autres responsables politiques et économiques que le secteur agricole reste la clé de voûte de notre développement économique et cela grâce aux prêts agricoles, financement effectif dans ce secteur.

1.2 Justification et importance de l'étude

Le choix porté sur ce sujet se justifie non seulement par le souci de mener une recherche sur le financement de l'agriculture en RDC et son impact sur la production agricole, mais surtout à cause de la place capitale qu'occupent les activités agricoles dans les zones rurales du pays et aussi cause de l'importance de l'agriculture dans le développement d'une nation. En effet, l'expérience montre aujourd'hui que la clé de tout développement provient du secteur agricole grâce à son rôle moteur qu'il peut jouer dans la croissance économique s'il est organisé et bénéficie de l'intervention ou d'un appui financier ferme de la part de l'Etat, de certains partenaires du développement, des donateurs et autres organisations au travers l'encadrement, les subventions, microcrédits et autres apports.

Une autre motivation du choix de ce sujet est celle de vérifier au travers cette étude, si réellement les microcrédits agricoles demeurent un de facteurs clé pour la croissance de la

production agricole en Ituri et en RDC, en général. Cette étude pourra être bénéfique à l'économie nationale, aux partenaires ou organisme qui focalisent leur attention sur ce secteur. Cette étude présente un intérêt pour tout exploitant agricole soucieux d'assurer sa pérennité par une production efficace et efficiente grâce aux microcrédits agricoles pour la croissance de la production dans ce secteur. Enfin, cette étude pourra constituer un document de référence contenant des données quantitatives et qualitatives vérifiables pouvant servir à d'autres chercheurs qui demain seront intéressés à mener des investigations dans ce secteur.

Pour mener à bien notre étude, nous avons fait recours aux méthodes et techniques suivantes:

1.3 Méthode

Elle est l'ensemble des démarches que suit l'esprit pour couvrir et démontrer la vérité. Pour atteindre notre objectif, plusieurs méthodes ont été utilisées. Il s'agit :

1.3.1 Méthode inductive

Elle consiste à formuler les énoncés généraux à partir des énoncés observés.

Elle nous a permis de prendre quelques cas de bénéficiaires enquêtés à Boga avec leurs caractéristiques propres sur la superficie cultivée, leur solidarité ou caution solidaire, afin de les généraliser sur tous les autres exploitants agricoles dans cette région.

1.3.2 Méthode d'analyse comparative

Elle consiste à établir une vraisemblance entre deux situations différentes pendant une période donnée (BURA DHENGO:2006) .

Elle nous a permis de comparer les données relatives au montant octroyé aux bénéficiaires d'une année à une autre afin d'analyser les causes ; les écarts existants avant, pendant et après la mise en place de cette structure afin d'apprécier sa performance.

1.4. Techniques

« Une technique est un ensemble de procédés utilisés par un chercheur pour récolter les données ou pour analyser les données ou informations qui doivent servir à la réalisation du travail » (MINON P.: n°8, 1959)

1.4.1. Technique documentaire

Elle consiste à rassembler les informations écrites nécessaires pour éclairer ou soutenir le raisonnement logique (GERENDAWELE H:2010) .

Cette technique nous a aidé à enrichir notre étude en se référant à certains documents. En rapport avec notre travail, nous avons pu consulter les ouvrages scientifiques, les rapports, le Diplôme d'Etude Approfondie, les sites Web et d'autres documentations mises à notre disposition par «

Le Ministère Diocésain de Développement Intégral/Boga».

1.4.2 Technique d'interview semi structuré

Elle consiste en un entretien avec l'enquêté à l'aide d'un guide d'entretien ou aide m moire en vue d'identifier les principaux obstacles et atouts que font face l'enquêté dans un système de production (OTEMIKONGO M:2006) . D'après P.MINON « interviewer c'est chercher à obtenir des données utiles à une enquête sociale en suscitant des déclarations orales de quelques personnes susceptibles de fournir ces données (P.MINON:Idem) . Nous avons de ce fait utilisé l'interview semi structuré pour récolter les données auprès de bénéficiaires de microcrédits agricoles/MDDI-Boga et d'entrer en contact avec nos enquêtés dans la région de Boga afin de prélever les données inhérentes à notre recherche.

1.4.3 La technique d'analyse

Elle vise à donner une description quantitative à la société considérée comme étant organisée. Il s'agit de définir, de délimiter les classes, de spécifier les caractéristiques de ses classes et leur nombre, d'en mesurer l'importance ou la variation (GERENDAWELE: Idem) .

Elle nous a permis par sa description statistique à utiliser la distribution de fréquence pendant les années de notre étude, d'en connaître les écarts et de les interpréter.

En vue de valider nos hypothèses, nous avons subdivisé le présent article outre l'introduction générale et la conclusion générale les jalons historiques du crédit, approches du microcrédit ,démarche de l'étude, pré enquête, échantillonnage et enfin les résultats saillants : le Volume de microcrédit accordé aux bénéficiaires, l'affectation de microcrédit accordé aux bénéficiaires, autres sources de financement des activités agricoles, Modes de remboursement des microcrédits reçus par les bénéficiaires, échéances par mode de remboursement et appréciation du système du microcrédit par les bénéficiaires.

2. Collecte des données

Elle a commencé en date du 02/03/2025 au 30/11/2025, soit 10 mois. Les résultats de collecte des données ont été obtenus base de l'échantillon que nous avons sélectionné à partir de la population cible.

2.1 Choix de la population cible

Notre population d'étude est l'ensemble des individus auxquels s'applique notre objet de recherche. Elle est composée de bénéficiaires disséminés dans la région de Boga, cette population d'étude se fonde sur 65 bénéficiaires constitués essentiellement de bénéficiaires de différents sites agricoles à Boga. La population étant l'ensemble des éléments parmi lesquels

on aurait pu choisir l'échantillon. Autrement dit, l'ensemble des éléments qui possèdent les caractéristiques qu'on veut observer (Brumbert Hold:1987) .

En ce qui concerne la présente étude, la population d'enquête est constituée de 175 bénéficiaires répartis dans les différents sites agricoles de MDDI/Boga. Il s'agit de 65 bénéficiaires pris de façon non aléatoire dans différents sites agricoles avec des critères définis selon des caractéristiques telles que : la production, surface agricole, etc.

2.1.1 Echantillonnage des personnes ressources

L'échantillon est l'ensemble des éléments propos desquels on a effectivement recueilli les données. Il présente une partie de l'univers qui sera étudiée et qui permettra par extrapolation de connaître les caractéristiques de la totalité de l'univers.

En ce qui concerne la présente étude, nous avons réalisé un échantillon non aléatoire dans l'ensemble des bénéficiaires que compte le MDDI/Boga disséminés dans différents sites agricoles. Il s'agit de 65 bénéficiaires sur 175 dont dispose le MDDI/Boga. La répartition de cet échantillon par site agricole est répartie dans le tableau suivant :

Tableau I : Répartition de l'échantillon par site agricole

Site agricole	Nombre de cas	Pourcentage
NYAKABALE	10	15.38
BUNDUNDU	10	15.38
KAKOGA	10	15.38
KIABAGANZI	10	15.38
NYABANGEI	25	38.46
Total	65	100

Source : L'auteur, résultats d'enquête (juin 2011)

Ce tableau présente la répartition de l'échantillon prélevé par site agricole en pourcentage. A cet effet, c'est dans le site de Nyabangeyi que nous avons réalisé un grand échantillon compte tenu du nombre élevé des bénéficiaires qu'il regorge, soit 38.46%. Quant autres sites, le pourcentage reste constant car dans chaque axe, on retrouve des bénéficiaires en groupe de 10 selon leur champ expérimental ou collectif.

2.1.2 Détermination de l'échantillonnage

Une étude a été menée au mois de juin 2025 sur le différent site agricole que le MDDI encadre. Cette étude a ciblé quelques bénéficiaires travaillant sur différent site de MDDI/Boga ayant bénéficié au moins une fois d'un microcrédit.

Cette étude de cas a porté sur un échantillon de 65 bénéficiaires de différents axes agricoles. La méthode d'échantillonnage non probabiliste ou non aléatoire), en boule de neige a été utilisée pour constituer l'échantillon. Le choix de cette méthode s'est justifiée par l'inexistence d'une liste exhaustive des bénéficiaires de microcrédit sur les différents sites agricoles. En effet, il s'agit d'une méthode qui permet d'atteindre les autres personnes à enquêter, grâce aux renseignements fournis par les premiers enquêtés (c'est-à-dire les unités enquêtées servent comme source d'identification d'unités d'échantillonnage additionnelles).

Ainsi donc, pour constituer notre échantillon, nous sommes parti d'un petit groupe des agriculteurs qui ont bénéficié de microcrédit auprès de MDDI/Boga.

C'est partir de ces derniers que nous avons pu généraliser sur les autres agriculteurs qui ont pu bénéficier, comme les premiers du microcrédit car ceux-ci présentaient presque les mêmes caractéristiques. L'aide des bénéficiaires enquêtés en premier lieu nous a donc été précieuse.

2.1.3 Etude de cas sur les cultures vivrières à Boga

Jusqu'ici nous avons présenté la situation liée au volume de financement, à la capacité de remboursement et au fonctionnement de microcrédit d'une manière générale, nous avons estimé qu'il serait intéressant d'aborder un cas concret d'expérience de microcrédit de MDDI/Boga. Pour ce faire nous avons choisi d'étudier le cas des bénéficiaires de manioc sur différent site agricole à Boga, il est question de mettre en évidence des particularités qui doivent être prises en compte, notamment en agriculture. Cette étude de cas complète donc l'analyse plus globale de l'état de lieu du microcrédit dans notre pays.

L'enquête que nous avons menée a concerné 65 agriculteurs ayant bénéficié d'au moins une fois d'un microcrédit. Les modalités de tirage de l'échantillon sont présentées dans la section suivante. Le but ici est d'essayer de comprendre la situation du microcrédit telle que vécue par les bénéficiaires sur différent site et surtout déceler les implications éventuelles de ce nouveau

mode de financement dans le comportement financier des bénéficiaires. Dans le même ordre d'idée, l'appréciation des bénéficiaires de ce système de financement de leurs activités nous intéresse aussi pour une amélioration de ces interventions.

2.1.4 Identification de variables

Nous entendons par variables, tout facteur pouvant prendre plusieurs propriétés ou valeurs différentes. Il s'agit d'identifier les éléments dont la variable va pouvoir accompagner ou expliquer le phénomène observé.

Nombrebénéficiaire	Variables	Objectifs	Indicateurs
300	-Bénéficiaires -Sites agricoles -Influence du marché -Contraintes agricoles	Identifier les bénéficiaires que MDDI encadrent	-Région de Boga -Agriculteurs
300	-Quantité de manioc produite	Dégager le niveau de production	Quantité vendue ou commercialisée
300	Problème lié à l'évacuation	- Identifier les problèmes au quotidien qu'ils traversent	-Prix -Infrastructures - Marchés
300	-Volume de la production -Constructions en tôles	L'impact sur le rendement agricole	-Positif -Moyenne
300	Stratégies : -Lobbying -Plaidoyers Et autres	Aider les décideurs politiques et économiques à prendre de mesures ou décisions judicieuses pour ce secteur pour des retombées bénéfiques à la communauté et par ricochet au développement économique de notre pays.	Règlement spécifique à ce secteur, particulièrement aux bénéficiaires et autres.

Source : Notre conception

2.2 Raisons de demande du microcrédit

Tableau II : Raison de sollicitation du microcrédit

Raison	Nombre de cas	Pourcentage
Augmenter la production	48	73.06
Difficultés financières	3	4.61
Autres	14	21.53
Total	65	100

Source : L'auteur, résultats d'enquête (juin 2011)

Compte tenu du fait que certains agriculteurs s'abstiennent carrément de solliciter de microcrédit, nous avons voulu savoir par cette question les motivations profondes à la base de la sollicitation du microcrédit. Ainsi, le tableau ci-dessus nous montre que dans 73,06 % des cas les agriculteurs sollicitent le microcrédit pour augmenter leurs niveaux de production. Toutefois, pour 4,61 % des cas le microcrédit est sollicité pour résoudre des difficultés financières parfois sans lien direct avec l'activité agricole qui constitue l'activité cible de MDDI dans la région de Boga.

Généralement le microcrédit est sollicité sur base d'un projet communautaire ou de groupe et rarement sur base d'un projet individuel pour la quasi-totalité des bénéficiaires. Nous remarquons aussi que l'élevage semble être intéressé quelques bénéficiaires qui le considèrent comme une activité rentable. Ainsi donc, plus de 70% des cas, la raison profonde de la sollicitation du microcrédit est le financement de projet agricole.

2.3 Le Volume de microcrédit accordé aux bénéficiaires

Les montants de microcrédits octroyés aux agriculteurs par le MDDI/Boga oscillent entre 20 et 450 dollars américains. Toutefois le montant le plus déclaré par les bénéficiaires est de 20 dollars. Signalons qu'en 2019 et 2020, 120 bénéficiaires ont été appuyés. Dans l'intervalle de 2021 à 2025, 360 bénéficiaires ont été appuyés avec un capital de 20 dollars par saison agricole et par bénéficiaires. Ce montant est loin d'être suffisant pour couvrir tous les besoins d'investissement des agriculteurs (Main d'œuvre, semences, engrais, etc.), d'autant plus qu'une étude sur la rentabilité de la culture de manioc a estimé le seuil de rentabilité en chiffre d'affaire de cette culture est supérieur à 100 dollars (site agricole Bundundu/Boga). Le seuil de rentabilité

étant le niveau de production ou du chiffre d'affaire pour lequel il ya qui libre entre les produits et les charges (Ausset G. et Margerin J. :1984). C'est donc un niveau qui correspond à un résultat nul. L'étude a conclu que ces agriculteurs produisent presque sur leur seuil de rentabilité. Le microcrédit octroyé, apporterait donc une contribution aux dépenses réelles nécessaires pour atteindre ce seuil de rentabilité dans le cas de la culture de manioc. Cet exemple nous pousse à penser que les prêteurs doivent chercher à investir sur des activités plus rentables ou diversifier leurs cultures ; ainsi ils pourront devenir plus rapidement autonomes.

Ainsi donc, le tableau suivant montre comment l'évolution de montant accord aux bénéficiaires se comporte durant la période sous étude se présente :

Tableau III : Volume de microcrédit

Année	Montant octroyé
2019	320\$
2020	300\$
2021	675\$
2022	300\$
2023	100\$
2024	125\$
2025	180\$
Total	2000\$

Source: Archives de MDDI

De la lecture de ce tableau, nous constatons que le montant le plus élevé a été accordé en 2021,2022 et 2025 respectivement de l'ordre de 675\$ et 300\$ et 180\$. Ceci se justifie par plusieurs facteurs notamment la solvabilité des bénéficiaires, les contraintes agricoles et **les facteurs sécuritaires surtout.**

2.4 L'affectation de microcrédit accordé aux bénéficiaires

Tous les bénéficiaires interrogés déclarent affecter principalement le microcrédit reçu aux cultures vivrières en l'occurrence le manioc en vue d'augmenter leur production. Notons que 15% des enquêtés reconnaissent avoir affecté, au moins une fois, le microcrédit reçu à une autre activité que l'activité agricole. En effet, dans certains cas, le résultat de microcrédit affecte une autre activité que l'agriculture. Il s'agit entre autres de l'élevage, du petit commerce, des activités liées souvent à l'agriculture telles que : achat de semences, paiement de main d'œuvre, achat outils agricoles, extension de surface agricole,...

La prise en compte de ces phénomènes nous conduit à parler de « fongibilité » du microcrédit. En effet, comme on peut le constater la consommation du microcrédit se répercute et se dilue dans divers postes d'activités productives et de consommation, tel enseigne qu'on ne parvient plus à identifier sa destination finale.

L'absence de limitation claire entre l'exploitation agricole et les besoins familiaux renforce cet effet de dilution. Ainsi donc, pour permettre de visualiser cette réalité, nous présentons le tableau ci-dessous :

Tableau IV : L'affectation de microcrédit

Nature de destination	Nombre de cas	Pourcentage
Achat de semences	25	38.46
Achat outils agricoles	19	29.23
Cash/besoin ménage	11	16.92
Autres	10	15.38
Total	65	100

Source : L'auteur, résultats d'enquête (juin 2011)

Nous remarquons que la plupart des bénéficiaires ont affecté ou investi dans l'achat de semences, soit 38% et dans l'achat des outils agricoles, soit 29%. Les autres ont préféré le cash en diversifiant leurs cultures et indirectement en les affectant dans les besoins sociaux de base.

2.5 Autres sources de financement des activités agricoles

Tableau V : Autres types de financement

Autre financement	Nombre de bénéficiaires	Pourcentage
Agriculture	49	60.49
Transfert	20	24.69

Petit commerce	12	14.81
Total	81	100

Source : L'auteur, résultats d'enquête (juin 2011)

Le tableau ci-dessus nous renseigne que le microcrédit ne constitue pas la seule source de financement des activités agricoles. En effet, outre le microcrédit qui du reste est permanent, le transfert et le petit commerce constituent aussi de source de financement respectivement avec 24% et 14%. Ces multiples sources de financement rendent difficile, comme nous l'avons déjà souligné plus haut ; l'estimation de l'impact de microcrédit sur l'activité agricole financée. Comme on peut se rendre compte, les bénéficiaires ne vivent uniquement que de revenus issus de la production agricole. Le chemin est encore long à parcourir pour la professionnalisation de producteurs de produits vivriers dans la région de Boga en particulier et la Province Orientale en général.

2.6 Modes de remboursement

a) Modes de remboursement des microcrédits reçus par les bénéficiaires

Plusieurs modalités de remboursement de microcrédits reçus ont été rapportées par les bénéficiaires, comme le montre le tableau ci-dessous :

Tableau VI : Modes de remboursement des microcrédits

Modalité/bénéficiaires	Fonds reçus	Remboursement
En nature/rotative	40	61,5
Capital/Cash	10	15,3
Capital + intérêt payé	15	23
Total	65	100

Source : L'auteur, résultats d'enquête (juin 2011)

De la lecture de ce tableau, on constate que durant la période de notre étude plus au moins 70% des bénéficiaires ont été en mesure de rembourser le microcrédit leur accordé. Par ailleurs, les modes de remboursement le plus régulièrement rencontré c'est le remboursement en nature (87.5%), suivi des cas du remboursement en capital + intérêt et enfin le capital seulement. Notons que le remboursement en nature se réalise à la fin de chaque cycle de production, jusqu'

à l'épuration d'un microcrédit en vue d'aider les bénéficiaires situés dans différents axes de manière rotative pour la réussite de la sécurité alimentaire dans ladite région. En fonction de l'arrangement que les bénéficiaires peuvent avoir avec le MDDI, on peut retrouver dans quelques cas isolés des remboursements en nature.

b) Echéances par mode de remboursement

Dans ce sous point, nous constatons qu'en général le délai de remboursement varie d'une culture à une autre.

En ce qui concerne les cultures maraîchères, le délai est inférieur à 4 mois, quant aux autres cultures notamment le maïs, le soja,

L'arachide, le riz et autres le délai est compris entre 4 et 6 mois. Enfin, le manioc comme étant la culture cible ou de référence à notre étude de cas, le délai est de plus de 6 mois. A en croire, les bénéficiaires enquêtés plus de la moitié ont affirmé avoir reçu un microcrédit d'une échéance de plus de 6 mois. Ce système de microcrédit favorise donc les activités à cycle long et dont la rentabilité s'avère très intéressante en l'occurrence le manioc et la diversification de cultures.

Le système de microcrédit

à cycle long se prête bien aux bénéficiaires dont le cycle de production le plus long est d'environ 8 mois. Par contre, la rentabilité des cultures vivrières n'est pas toujours aussi assurée, l'image des activités primaires.

Quant en ce qui concerne la décision sur l'échéance de remboursement, la majorité de bénéficiaires déclarent que l'échéance est décidée par l'institution de microcrédit. Alors que dans certains cas certains bénéficiaires affirment avoir fixé l'échéance de remboursement de commun accord avec ladite institution. Enfin, signalons que suite aux contraintes agricoles et autres, la « période de grâce » est accordée aux bénéficiaires pour surpasser certaines difficultés liées au remboursement.

c) Appréciation du système du microcrédit par les bénéficiaires

La présente étude avait aussi comme ambition d'avoir l'opinion des bénéficiaires de microcrédits sur le système tel qu'ils l'ont vécu jusqu'ici. Le tableau qui suit nous donne les informations à ce sujet.

Tableau VII : Appréciation du système du microcrédit

Appréciation	Nombre des cas	Pourcentage
--------------	----------------	-------------

Satisfaits	50	76.92
Non satisfaits	15	23.08
Total	65	100

Source : L'auteur, résultats d'enquête (juin 2011)

Il ressort du tableau ci-dessus qu'environ 77% des bénéficiaires déclarent être satisfaits de la manière dont le système de micro financement a fonctionné jusqu'ici dans la région de Boga. Les deux raisons les plus importantes qui justifient leur position sont l'accroissement de leur production et le développement communautaire grâce au MDDI. Dans quelques cas, les bénéficiaires ont déclaré apprécier le remboursement en espèce.

2.7 Défis Rencontrés par les Microcrédits Agricoles

Malgré les avantages potentiels des microcrédits, plusieurs défis entravent leur efficacité dans la région de Boga :

- Taux d'intérêt élevés : Les taux d'intérêt appliqués par certaines institutions de microfinance sont souvent prohibitifs pour les agriculteurs. Cela peut les dissuader de contracter des prêts, ou les pousser à s'endetter davantage.
- Manque d'accès à l'information : De nombreux agriculteurs ne sont pas informés des possibilités de microcrédit qui s'offrent à eux. Cela limite leur capacité à tirer parti de ces ressources financières.
- Instabilité socio-économique : La région de Boga a été marquée par des conflits et une instabilité politique qui affectent la confiance des agriculteurs envers les institutions financières. Cette situation entraîne une aversion au risque et limite l'engagement des agriculteurs à contracter des prêts.

2.8 Perspectives et Recommandations

Pour maximiser l'impact des microcrédits agricoles dans la région de Boga, plusieurs actions peuvent être envisagées :

- Réduire les taux d'intérêt : Les institutions de microfinance devraient envisager de réduire les taux d'intérêt pour les prêts agricoles, afin de rendre ces financements plus accessibles aux petits agriculteurs.
- Renforcement de la sensibilisation : Des campagnes d'information et de sensibilisation devraient être menées pour informer les agriculteurs sur les opportunités de microcrédit et les former à la gestion financière.

- Soutien institutionnel : Les autorités locales et les organisations internationales devraient soutenir les initiatives de microcrédit en créant un environnement favorable à la microfinance, notamment en réglementant le secteur et en facilitant l'accès aux fonds.

Conclusion

Les microcrédits agricoles à Boga représentent une opportunité significative pour le développement rural, mais leur efficacité est entravée par des défis structurels et économiques. En adoptant des mesures pour améliorer l'accès au financement et en sensibilisant les agriculteurs, il est possible de renforcer l'impact des microcrédits sur la productivité agricole et le bien-être des communautés rurales. Les initiatives de microcrédit peuvent ainsi jouer un rôle clé dans la promotion d'une agriculture durable et prospère dans la région de Boga.

BIBLIOGRAPHIE

1. BARRE R., Economie Politique II, Tome 2, Page 386
2. Brumbert H., Statistique appliquée aux affaires, Greenchurch, Zurich, 1987.
3. CHAUCHAT H., L'enquête en psycho-sociologie , PUF, Paris, 1985, P.27
4. Franck E., Agriculture policy , 1989; p 252
5. GRAWITZ M., Lexique des techniques de recherche en sciences sociales, Paris, Dalloz, 2001, P.348
6. GRAWITZ M., Méthode des sciences sociales , éd. Dalloz, Paris, 1993, P345.
7. MUHAMMAD Y., microfinance , éd. Paris, Ville Bangladesh, 1974, Pge 77
8. MINON P., Initiation aux méthodes d'enquête sociale, 2e édition, revue et augmenté, Etude sociales, n°8, 1959
9. ROBINSON M. S. (1996), « Addressing Some Key Questions on Finance and Poverty » Journal of International Development, 8, Mai 1996.
10. Tollens E., vers une stratégie de développement agricole, base solide du décollage économique, principales orientations et avantages comparatifs de l'agriculture en RDC, Leuven, P.9
11. MATHIAS BUBUA WA KAYEMBE, in Magazine Monuc, Janvier- Février 2008, pge 21
12. [http :w.w.w memoireonline](http://www.memoireonline.com), microcrédit dans le site de « Ndjili aux personnes vivant avec handicap » 2007-2008